

170.000 € pour offrir des mobilhomes aux policiers retraités

publié le 17/10/2009 à 05h35



Ils ont failli avoir des... appartements à Knokke mais nos policiers devront se “ contenter ” de 5 mobile homes flambant neufs pour leurs prochaines vacances. Une blague belge? Même pas...

a.P. (hln)

L'initiative émane du service social de la police intégrée. Un service qui aide les agents de police confrontés à des difficultés familiales ou budgétaires et qui, pour ce faire, reçoit de l'État une enveloppe annuelle de trois millions d'euros.

Et ce budget, il doit être... dépensé! “ *Et cette année, en urgence* ”, précise un des membres du service social. “ *Récemment, nous avons en effet eu l'autorité de surveillance financière sur le dos. Elle nous a fait remarquer que nous épargnions une partie de la somme. Et que si c'était ainsi, nous risquions de perdre l'argent, ou de voir la subvention réduite à l'avenir. Face à ça, nous devons faire quelque chose. Mais quoi?* ”.

Un mauvais signal

Les idées n'ont pourtant pas manqué. La première idée était d'acheter dix appartements à la mer, à Knokke, mais elle a été abandonnée. La seconde consistait à acheter ces cinq mobile homes (valeur: 170.000€) pour que les agents de la police et les pensionnés du service puissent partir en vacances. Un temps abandonnée (“ *ce serait un mauvais signal en ces temps difficiles* ”, analysait-on alors au service social), elle est revenue sur la table le 28 août dernier, lors d'une assemblée générale. Pour être finalement entérinée, fautes d'autres pistes de dépense satisfaisantes. Voilà donc le service social en chasse de camping-cars. Fiat aurait la cote...

Reste à voir qui les conduira. La police compte en ses rangs 48.000 policiers, sans compter les 20.000 retraités. “ *En estimant que, chaque année, une centaine de personnes maximum pourront en profiter, ils serviront aux bienheureux de la police, aux hauts gradés*”, constate Jan Schonkeren, du syndicat VSOA, radicalement opposé à l’achat. “*L’agent ordinaire devrait attendre 2050 avant de pouvoir les utiliser*”. Remarquable? Un membre de l’assemblée générale a tout de même suggéré que lui et ses collègues, à l’origine de la décision d’achat, ne puissent pas utiliser, demain, les véhicules...

Reste que ces emplettes font des remous. Jusqu’au plus haut niveau. Hier soir, la ministre de l’Intérieur Annemie Turtelboom disait vouloir s’emparer du dossier, “ pour examen ”. Et le directeur général du service social, Ludwig Van Wesemael, ouvrait la porte à des “ locations ” de mobile homes plutôt qu’à des “ achats ”. Mais sans fermer la porte à la dépense des 170.000 €. Parce que “ *si on diminue nos budgets, on l’acceptera. Mais il faut être honnête, nous ne pourrons alors plus rien faire pour les policiers lorsqu’ils en ont besoin* ”, clame-t-il.

